



## **Assemblée des Premières Nations Québec–Labrador**

250, Place Chef Michel Laveau, bureau 201  
Wendake (Québec) GOA 4V0  
Tél. : 418-842-5020 • Téléc. : 418-842-2660  
[www.apnql-afnql.com](http://www.apnql-afnql.com)

## **Assembly of First Nations Quebec-Labrador**

250, Place Chef Michel Laveau, Suite 201  
Wendake, Quebec GOA 4V0  
Tel.: 418-842-5020 • Fax: 418-842-2660  
[www.apnql-afnql.com](http://www.apnql-afnql.com)

# **Rencontre régionale sur le logement**

## **Compte-rendu**

**Mercredi 25 mai 2022**

**Rencontre virtuelle**

# Rencontre régionale sur le logement

**Mercredi 25 mai 2022**

**Rencontre virtuelle**

*(Vous trouverez la liste des participants et participantes sous l'annexe 1).*

## **LA RÉUNION DÉBUTE À 8 H 30**

Tanu Lusignan et Patrick Robertson souhaitent la bienvenue à tous, à partir des bureaux de l'habitation et des infrastructures de la communauté de Mashteuiatsh. Ils donnent quelques précisions sur le déroulement de cette rencontre virtuelle (zoom) tout en précisant certains aspects techniques, et font la lecture de l'ordre du jour.

## **OUVERTURE**

**CHEF LANCE HAYMOND, RESPONSABLE DU DOSSIER POUR L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS QUÉBEC-LABRADOR**

Patrick Robertson demande à Guy Latouche de prononcer le mot d'ouverture, en remplacement du chef Lance Haymond qui ne peut être présent.

Guy Latouche transmet le message du Chef Lance Haymond de Kebaowek, porteur du dossier du logement et de l'infrastructure à l'APNQL et qui agit aussi à titre de vice-président du Comité des chefs sur le logement et l'infrastructure à l'échelle nationale (APN).

Le message du chef Haymond mentionne que la situation du Covid-19 fait de sorte que nous n'avons pas pu nous rencontrer en présentiel lors des deux dernières années. La présente rencontre consiste en une opportunité d'échanger des informations pertinentes. Il se dit confiant que nous pourrions nous rencontrer en présentiel en septembre prochain.

Ces rencontres étant importantes pour tous ainsi que nos partenaires à cause de l'information échangée et mentionne, il s'agit d'une occasion pour poser des questions et partager leurs meilleures pratiques dans le domaine. Il souligne le fait que le Gouvernement du Canada est en voie de transférer graduellement ce dossier aux organismes autochtones. Notre région s'implique dans ce processus à notre rythme, et nous devons nous préparer en conséquence. Ce transfert sera pour le bénéfice des communautés, si tel est leur désir. Nous avons notre propre stratégie régionale et nous vous tiendrons informés du déroulement de cette stratégie plus tard en avant midi. Vous devez nous faire connaître vos aspirations pour la région. Les besoins de la région sont grandissants, et nous devons contempler de

nouvelles façons de faire les choses, de là l'importance de meilleures pratiques. Nous devons nous adapter, mais cela sera plus facile si nous apprenons de ce qui fonctionne le mieux pour nous. Nous devons innover tout en procédant avec des budgets limités.

Sur ce, j'aimerais vous partager certaines préoccupations concernant les augmentations importantes des coûts de construction et des matériaux, qui découlent des événements des deux dernières années. Il devient alors difficile de respecter les budgets reliés à nos projets de construction. Nous entrons dans une période où le gouvernement fédéral injecte des sommes additionnelles importantes pour le logement des Premières Nations. Cependant, le contexte actuel présente certains défis.

Il reconnaît la présence d'élus ainsi que de gestionnaires dans le domaine et se dit content du grand intérêt suscité par ce dossier. En terminant, il reconnaît la participation et le bon travail du comité régional tripartite ainsi que des employés de l'APNQL, qui sont un bon exemple de l'excellent travail qui se fait dans notre région et qui ont tout mis en œuvre en vue de la préparation de la présente rencontre. Il mentionne également le bon travail du Conseil scolaire qui a accepté d'animer cette rencontre, de même que Services aux Autochtones Canada pour leur participation. Il souhaite à tous une excellente rencontre.

Patrick Robertson mentionne l'importance d'unir nos pensées avec les communautés touchées par la température, dernièrement.

Puis, il invite le Chef régional, Ghislain Picard, à venir adresser quelques mots.

### **MOT DU CHEF RÉGIONAL**

Le Chef régional salue les animateurs et les participants. Il remercie Guy Latouche d'avoir transmis le message du Chef Haymond, dont l'apport est très précieux au sein de l'APNQL pour son implication autour des enjeux concernant le logement depuis nombre d'années. Il mentionne également son implication dans le dossier des services policiers. Il souligne l'implication et la participation étroite du comité tripartite (APNQL, SCHL, SAC), et mentionne que plusieurs dossiers d'importance seront traités aujourd'hui.

Le Chef régional souligne les besoins criants en logements et informe du lobby à venir des Chefs à Ottawa sur une période de deux jours, avec la participation de 16 chefs de notre région. Le dossier du logement sera à l'ordre du jour, et nous rencontrerons le plus de ministres possibles. Une rencontre avec le vérificateur général est également prévue. Il s'agit d'un nouvel exercice pour nos Chefs. Il sera très important.

En dépit du fait que des avancées ont été faites au Québec avec le Comité tripartite et un parc immobilier de 15,000 logements, il est estimé que 10,000 logements additionnels seraient nécessaires pour satisfaire les besoins, en plus des besoins en rénovation (mineures

ou majeures) pour 8,000 autres logements. Il souligne tout le travail accompli depuis des années par le Comité tripartite tout en soulignant la très bonne collaboration existante, et ce malgré les limites budgétaires. Le budget fédéral a élargi la marge de manœuvre dans ce dossier, mais ce n'est pas suffisant pour satisfaire les besoins. Le Chef régional parle du climat et des mesures d'urgence dont nous aurons sans doute à faire face de plus en plus à l'avenir.

Il souligne l'apport et l'expertise des représentants et représentantes à l'échelle locale, tout en souhaitant une rencontre en présentiel bientôt. Il remercie le chef Haymond et Guy Latouche pour leur implication depuis nombre d'années, et souhaite une bonne rencontre à tous.

Patrick Robertson reprend la parole et remercie le Chef Picard. Il parle de la rencontre régionale en présentiel prévue pour la fin septembre.

Tanu mentionne quelques difficultés présentées par la pandémie et souligne la persévérance de tous. Il souligne l'importance du logement dans le mieux-être des familles autochtones. Il introduit par la suite Guy Latouche qui fera la mise à jour du dossier pour l'APNQL.

#### **MISE À JOUR NATIONALE ET RÉGIONALE**

**GUY LATOUCHE, ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS QUÉBEC-LABRADOR**

La présentation se fera en trois parties, soit une mise à jour régionale (notamment un portait évolutif depuis l'an 2000), une mise à jour nationale, ainsi qu'une présentation des différents enjeux.

Guy Latouche débute sa présentation en soulignant le taux de participation de 100% pour la région du Québec en matière de cueillette de données sur les besoins en logement, comparativement aux autres régions. Les besoins des communautés seront contenus dans un rapport distinct pour chaque communauté et un rapport régional. Puis, il effectue un survol des différents besoins.

Il présente le mandat du Comité tripartite mis en place depuis 2005 et le récent plan d'action sur deux ans (2021-2023), qui vise à améliorer la capacité de résilience des communautés en matière de logement. Il souligne les trois axes principaux qui sont : le renforcement des capacités, la diversification du financement et la gouvernance et livraison de services. Ces trois axes sont les piliers de la stratégie régionale. Guy fait état de quelques réalisations du comité tripartite.

Concernant la stratégie régionale, il jette un regard sur le stade de mise en œuvre et les résultats recherchés. Nous sommes actuellement dans le cadre de la phase 2 du stade de développement de l'axe "financement", et l'importance de cet enjeu se fait sentir. Une transformation sera nécessaire et nous envisageons la mise en place d'un centre d'expertise, afin que les Premières Nations soient en contrôle du dossier de l'habitation. Concernant le troisième axe, une transition s'échelonnant sur une période de dix ans est envisagée pour ce qui est de la prise en charge du dossier, au rythme auquel chaque Première nation sera à l'aise.

À l'échelle nationale, des investissements additionnels de l'ordre de 3 G\$ sont prévus sur cinq ans débutant cette année. Ces investissements sont destinés au logement dans les communautés. Un montant de 300 M\$ est prévu pour le logement urbain, rural et nordique. Finalement un montant de 2 G\$ est dévolu pour les besoins en logement des enfants (détails à venir). Il jette un bref regard sur les comparaisons avec les engagements précédents depuis 2005, et souligne les chevauchements en financement additionnel depuis 2021.

Lors de l'assemblée générale annuelle à venir en juillet, les Chefs comptent réactiver leur position en matière de financement prévisible, afin de réduire l'écart à ce chapitre. Les Chefs insisteront sur la participation des Premières Nations à l'élaboration de la stratégie pour les Autochtones hors communautés. Puis, un plan d'action en matière d'itinérance sera présenté.

Au regard des enjeux persistants en matière de logement, sont notés : le surpeuplement, la vulnérabilité (causée par la pandémie), les besoins grandissants, le sous-financement, l'augmentation des coûts de construction, les difficultés d'approvisionnement, la réalité des régions éloignées, la capacité à tous les niveaux (ressources humaines, infrastructure, terres), l'accès à la propriété individuelle peu développé et difficile à implanter dans certaines communautés. Sur ce, il conclut sa présentation.

Tanu Lusignan et Patrick Robertson font un survol de la présentation et invitent les questions des participants.

**Suzie Nepton (CSSSPNQL) :** Quel lien sera fait avec l'envoi de la lettre de SAC aux communautés, lettre du 11 mai sur la question de la planification des infrastructures (lettre envoyée aux communautés pour faire état de leurs besoins en infrastructure) ? Je crois comprendre que les communautés ont jusqu'au 30 juin 2022 pour faire l'état de leurs besoins en infrastructures. Guy a parlé tout à l'heure de nouveaux fonds qui s'en viennent (enfance-famille). Est-ce que tout le dossier du logement y est inclus ? J'aimerais comprendre comment cela se passera.

**Guy Latouche (APNQL) :** Lorsqu'on lit la lettre de SAC, il est question d'inclure le logement. Les besoins en logement des communautés sur les cinq prochaines années sont bien identifiés en termes de construction, en rénovation et, dans certains cas, de décontamination, puis de l'infrastructure connexe. C'est déjà bien indiqué et cela compose une partie de leurs besoins pour les cinq prochaines années. L'exercice demandé par SAC en est un de réflexion par les communautés, afin de dresser une bonne liste des besoins pour SAC. Nos partenaires désirent-ils ajouter quelque chose ?

**André Dansereau (SAC) :** C'est un exercice provenant du côté des infrastructures, et c'est pancanadien. C'est SAC qui désire avoir une liste des grands besoins de tout le monde, à l'échelle nationale et régionale. Au Québec, nous sommes en avance au regard de ce dossier. Mais il s'agit d'aller au-delà du logement et des infrastructures connexes. Les enveloppes budgétaires n'en découleront pas nécessairement. C'est un exercice sommaire qui se fait sur un court laps de temps. Nous en sommes au tout début, et votre participation est très importante afin de refléter notre réalité en matière d'infrastructures connexes. Il est vrai que l'exercice se fait sur un court laps de temps. Nous avons pensé le faire sous forme d'entrevues. Je vous invite grandement à y participer, afin d'avoir un portrait global au Canada et par région.

**Nathalie Spénard (SAC) :** Si je peux ajouter à cela, nous sommes actuellement en train de terminer les outils de cueillette d'information. Au cours des prochaines semaines, chaque communauté recevra une invitation à participer à une entrevue. Puis, comme André l'a dit, il s'agit de recueillir des données afin de nous permettre de brosser un portrait sommaire et couvrir les besoins en infrastructures non éligibles au financement. Vous devriez en entendre parler davantage dans les semaines à venir, et votre participation est essentielle.

**André Dansereau (SAC) :** Ne vous gênez surtout pas pour nous poser des questions. Toute l'équipe n'est pas là aujourd'hui, comme la présente rencontre touchait essentiellement le logement, mais nous ferons cheminer vos questions.

Patrick remercie les intervenants, et donne la parole à Martine Bruneau pour la prochaine question.

**Martine Bruneau (Abitibiwinni) :** J'ai quelques questions. Pour l'étude des besoins (inventaire du parc à logements), à quoi servent notre plan d'immobilisation, nos projections que l'on fait et que nous acheminons à SAC (mise à jour des besoins en logement) ? Ces données ne sont pas utilisées pour effectuer l'inventaire dont vous avez besoin ?

**Guy Latouche (APNQL) :** Pour cette première question, deux choses. Premièrement, lorsque nous dressons la liste des besoins en logement, nous commençons avec les données ministérielles de base. Nous allons chercher le fameux rapport dont j'oublie le numéro, nous entrons le tout dans une fiche, nous allons chercher la population sur et hors réserve selon le registre des Indiens, et là, nous vous revenons afin de valider ces données avec vous. Nous corrigeons s'il y a lieu. Donc, cela nous sert pour l'étude des besoins en logement. Et puis quand tu parles du plan d'immobilisation pour la Première Nation Abitibiwinni, les besoins en logement tel qu'identifié sont rapportés tels quels et mis à jour. Donc, cela sert à ces deux niveaux.

**Martine Bruneau (Abitibiwinni) :** Pourra-t-on compter sur un support financier pour dresser cet inventaire ?

**André Dansereau (SAC) :** Je ne peux pas te répondre, mais je prends note de ta question et l'acheminerais à l'équipe qui s'occupe de ce dossier. De ce que j'en comprends, cela se limitera à l'entrevue seulement. Il n'y aura pas un besoin d'inventaire ou d'aller préciser. Il s'agit simplement de faire part de vos besoins en bâtiments et en infrastructure. C'est global, et simplement pour avoir une idée d'ensemble. C'est aussi un complément au plan d'immobilisation, car le plan d'immobilisation est restreint selon les capacités de tous. Nous voulons inclure aussi ce qui est « souhaitable ». Nous allons quand même retenir ta question, si jamais l'exercice va plus loin, il y aura peut-être moyen.

**Martine Bruneau (Abitibiwinni) :** Bien. Puis nos questions par rapport au financement, est-ce maintenant que nous pouvons les poser, ou plus tard ?

**Guy Latouche (APNQL) :** Nous parlerons plus tard du financement 2022. Si tu penses que ta question est davantage en lien avec ce sujet, tu peux attendre tout à l'heure. S'il s'agit d'une question générale et concernant des programmes actuels, vas-y !

**Martine Bruneau (Abitibiwinni) :** Pour Abitibiwinni, nous avons construit trois maisons, et nous avons dû reporter la construction des autres, vu le manque d'entrepreneurs (retard dans les projets dû à la Covid). Avec les entrepreneurs que nous avons trouvés, le conseil a dû déboursier \$ 533,000 de plus pour construire 3 maisons. Les coûts augmentent et sont à revoir entre le moment où nous évaluons les besoins et la réalisation (construction). L'an prochain ce sera pire : par exemple, j'ai dix rénovations et un montant de 25 000 \$ par maison. À la base, lorsque j'ai fait mes plans et devis, le tout était réalisable. Mais aujourd'hui, simplement en plomberie, j'en ai pour 18 000\$. Aurons-nous une aide financière pour ces dépassements de coûts, ou est-ce encore le conseil qui doit déboursier de l'argent du financement global pour payer la différence ?

**André Dansereau (SAC) :** C'est certain qu'il s'agit d'un sujet pointu pour l'initiative logement de SAC, mais de notre côté, notre enveloppe est fermée. Lorsque nous avons fait l'allocation de fonds, c'était pour les demandes reçues. Présentement, nous n'avons pas d'argent additionnel officiel, Guy en a parlé pour 2022, mais pour l'instant, nous n'avons rien. Nous n'avons pas eu vent non plus de l'administration centrale comme quoi il y aurait une enveloppe additionnelle pour couvrir les dépassements de coûts dus à la Covid. Là ce qui est important est de nous envoyer l'information, lorsque vous avez des dépassements de coûts associés à la situation due à la Covid-19. Présentement, il n'y a pas beaucoup de communautés qui nous ont contactés avec ce problème, mais c'est peut-être parce que les communautés peuvent jouer avec leur enveloppe, comme c'est une assistance financière basée sur un subside, comme vous avez vu dans le guide, certaines communautés ont changé leurs bâtiments, adapté le projet, afin de pouvoir rentrer dans les coûts. C'est une façon de faire.

**Martine Bruneau (Abitibiwinni) :** L'an dernier, j'ai rencontré des dépassements de coûts et j'en ai discuté beaucoup avec Nathalie. J'ai envoyé plusieurs factures et malheureusement encore là, elle n'était pas capable de m'aider.

**André Dansereau (SAC) :** Oui, parce que c'était probablement la même chose, soit l'enveloppe régionale fermée.

**Martine Bruneau (Abitibiwinni) :** Je désire juste faire une parenthèse parce qu'actuellement, les montants ne sont pas réalistes avec les devis. Alors, les prix pour mes duplex de l'an dernier ne sont plus les mêmes cette année. Et ce sera sans doute différent l'an prochain. C'est juste pour que vous gardiez cela en tête.

**André Dansereau (SAC) :** Nous comprenons très bien la situation et nous étions « au parfum ». Il est probable que le budget de 2022 nous permettra plus de flexibilité, mais nous gardons cette problématique bien présente à l'esprit.

Patrick remercie les intervenants et il demande s'il y a d'autres questions.

**Martine Bruneau (Abitibiwinni) :** Encore une question : y a-t-il des fonds réservés pour des urgences ? Par exemple, j'ai une vieille maison de 60 ans où on doit faire lever la maison pour faire une fondation normale. Il en coûte 100 000 \$ pour ce projet-là. J'ai déjà approché la SCHL pour du financement, mais est-ce que SAC a du financement pour des urgences de la sorte ?

**André Dansereau (SAC) :** De notre côté, le seul budget que nous avons associé aux logements et aux infrastructures est l'enveloppe de l'initiative. IL existe des budgets



secondaires régionaux, mais ils sont associés à des priorités. Il s'agit de nous présenter un projet (estimé) afin que nous puissions le mettre dans la « machine de priorisations », car là aussi, les budgets sont très restreints. Il faut nous présenter un projet avec estimation, et nous verrons par la suite quel budget serait disponible et aussi nous allons voir si nous avons les autorités pour supporter ce budget-là. Pour l'instant, lorsqu'on parle de l'initiative logement, comme nous avons un 18 M\$ cette année, il est certain que tout ce montant est alloué, comme nous ne voulons pas retourner des sommes au fédéral. La pandémie nous a amenés à voir certains impacts intangibles, et nous devons avoir des données là-dessus, car nous aurons un exercice de réflexion à faire afin de trouver des solutions et être en amont.

**Martine Bruneau (Abitibiwinni) :** Nous ne sommes pas les seuls aux prises avec ces dépassements de coûts. Les rénovations de maisons sont aussi imprévisibles en matière de coûts. Il serait bien de trouver une solution afin d'avoir une enveloppe d'urgence, et même pour les dépassements de coûts. Nous avons beaucoup de surprises lorsque nous rénovons une maison. Dans mon cas, j'ai dû demander 533 000 \$ de plus pour les dépassements de coûts. C'est à prendre en considération.

**André Dansereau (SAC) :** Nous sommes à réfléchir aux budgets régionaux et nous sommes conscients de cette réalité. Nous devons aussi trouver une façon d'être proactif et pour que ça se règle au sein de la communauté. Ce serait beaucoup plus simple. Nous sommes très conscients de cela. Nous sommes aussi à jongler avec les budgets régionaux.

**Patrick Robertson :** D'autres questions ?

**Jean Dumont (Waban Aki) :** Ma question est pour Guy : concernant l'itinérance, les budgets seront-ils dirigés vers les communautés ou à l'extérieur des communautés ? J'aimerais une précision là-dessus.

**Guy Latouche (APNQL) :** Dernièrement, j'ai indiqué sur WorkPlace une initiative de financement hors communautés. Mais maintenant, il y aura aussi une initiative à venir sur communautés de l'ordre de 1.1 M\$ pour la région, et ce, par année pour deux ans. Ce n'est pas encore affiché, car c'est en développement. Présentement l'APN nationale aura à déterminer de la distribution de ces fonds (mise en œuvre), parce que ça ne donnera pas un gros montant par communauté. Nous pouvons penser qu'il pourrait y avoir des initiatives d'accompagnement, de mieux-être. Mais l'enveloppe est tellement limitée que je serais surpris à ce qu'il y ait beaucoup d'immobilisation. L'enveloppe pour les Premières Nations conventionnées est à part, mais l'enveloppe est cependant assez limitée. Des informations sont à venir très prochainement.

**Jean Dumont (Waban Aki) :** Merci !

**Patrick Robertson :** S'il n'y a pas d'autres questions, je peux peut-être en poser une : existe-t-il une certaine cohérence entre les différentes régions concernant la collecte des données ?

**Guy Latouche (APNQL) :** L'APNQL, soit la région du Québec, a été la première à le faire, soit un portrait des données en logement, en l'an 2000. Il y a eu une mise à jour en 2006, 2012 et 2018, soit quatre fois. Lors de la dernière collecte de données, nous savions qu'il y aurait une collecte de données nationale. Alors l'APN a contacté toutes les régions pour recueillir des données pour dresser un rapport national. Nous avons attendu pour faire les deux en même temps. Alors c'est l'APNQL qui vous a contactés pour faire à la fois les 2 cueillettes de données. Les données sont cohérentes et ont servi à la fois pour le rapport national et régional. Le montant total de nos besoins est de l'ordre de 4 G\$. Nous représentons  $\pm 10\%$  à l'échelle nationale, en termes de population. Le montant global des besoins à l'échelle nationale représente 44 G\$, donc la relation du 9-10% fonctionne, et si vous entendez parler d'un montant de 60 G\$, c'est parce qu'il s'agit d'une projection à long terme. Donc, oui les données sont cohérentes. Pour les fins de la collecte nationale, nous allons un peu plus loin. Combien d'unités article 95, combien de logements de bande, combien d'accès à la propriété, quelles sont les années de construction des maisons. Alors, nous avons tout cela maintenant dans la banque de données ; ça nous a permis de l'améliorer.

Patrick remercie Guy, et parle du rôle de la Communauté de pratique et de sa plateforme d'échanges, destinée aux gestionnaires en habitation, à laquelle se joignent les partenaires en habitation. Il informe les participants sur les modalités pour s'y inscrire et donne l'adresse courriel pour s'inscrire, soit le [info@coph.ca](mailto:info@coph.ca). C'est vraiment destiné pour les gestionnaires de l'habitation. Nos partenaires principaux s'y retrouvent également, soit SAC, la SCHL, l'IDDPNQL (environnement). Une fois votre inscription faite, vous recevrez un lien pour vous joindre à la Communauté de pratique. Nous avons également un site web qui est au lien [www.coph.ca](http://www.coph.ca). Vous y retrouverez l'information nécessaire.

Patrick cède ensuite la parole à Tanu qui fait un retour et résume la présentation et les questions soulevées. Puis, lui et Patrick introduisent la Stratégie régionale en logement et l'axe de financement et gestion financière, et invitent Steve Laveau et Frédérick Martel de la CDEPNQL pour leur présentation.

**STRATÉGIE RÉGIONALE – AXE FINANCEMENT ET GESTION FINANCIÈRE**  
**STEVE LAVEAU ET FRÉDÉRIK MARTEL, COMMISSION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES PREMIÈRES NATIONS QUÉBEC-LABRADOR**

Steve Laveau introduit son organisme, soit la Commission de développement économique des Premières Nations Québec-Labrador (CDEPNQL), et parle de son travail à titre d'agent de développement économique. Il mentionne qu'il travaille le dossier de l'habitation avec Mickel Robertson, qui est absent ce matin. Sa présentation de ce matin porte sur le Centre d'expertise en littéracie financière et habitation des Premières Nations. Une période de questions suivra.

Il fait une rétrospective de l'avant-Covid et des constats retenus en septembre 2019, en guise de rappel. Il souligne l'importance d'avoir des données fiables reflétant les coûts réels et mentionne que certaines données sont difficiles à obtenir. En novembre de la même année, des constats et des recommandations ont été présentés sur le financement du chantier de rattrapage, en dépit de l'augmentation du financement. Conséquemment, une réflexion sur d'autres aspects de fonctionnement s'est posée. Il présente les pistes de solutions envisagées à ce moment.

Puis, Steve résume le document déposé en 2021, soit le rapport « Préparer le terrain » ainsi que le projet-pilote d'accompagnement et de diagnostic initié par la SÉDAC, dont la mission est de mettre en place des conditions propices à un renouveau de l'habitation, afin d'inciter les membres des Premières Nations à envisager la propriété privée. La phase 2 du projet de la CDEPNQL vise à mobiliser et sensibiliser les élus et les gouvernements locaux, sans oublier les individus membres des communautés. Il est donc important de sensibiliser non seulement les élus, mais la population aux enjeux. Selon la perspective de la CDEPNQL et de la SÉDAC, il importe que les communautés offrent un environnement propice à un renouveau de l'habitation. Puis, Steve Laveau cède la parole à Frédérick Martel.

Frédérick présente les grandes lignes du projet ainsi que les activités proposées. Il souligne l'importance d'apporter des changements structurels en profondeur, de préparer le terrain en vue d'un véritable chantier de rattrapage à long terme en matière de logement, et du développement de l'expertise. Il cède la parole à Steve qui présente le calendrier des prochaines étapes.

Steve mentionne le démarrage du projet à l'été 2022. À ce moment, une présentation sera faite dans les différentes communautés. L'accompagnement auprès des communautés débutera à l'hiver 2023, de même que des ateliers en littéracie financière. Sur ce, Steve conclut sa présentation.

Patrick reprend la parole et demande s'il y a des questions. Suzie Nepton demande s'il sera possible d'avoir copie de cette présentation.

**Guy Latouche (APNQL) :** Le centre d'expertise pourrait-il offrir un « menu à la carte » ? Il existe des communautés où les dirigeants et les gestionnaires sont déjà bien informés et formés, mais c'est au niveau de la population qu'il existe un besoin. Certaines personnes ont besoin d'accompagnement et d'information pour éventuellement avoir accès à la propriété. Donc, certaines communautés n'ont pas nécessairement besoin d'avoir tout le spectre d'aide que vous pouvez offrir. Est-ce qu'il existe une possibilité d'intervenir dans un segment en particulier ?

**Frédéric Martel (CDEPNQL) :** Oui, tout à fait. Nous aurons une boîte à outils et une boîte de ressources. Les communautés nous contactent et nous offrons nos services que nous adapterons en fonction des demandes.

**Steve Laveau (CDEPNQL) :** Les besoins varient d'une communauté à l'autre, et nous sommes à l'écoute. Par ailleurs, il est nécessaire d'avoir une bonne ouverture de part et d'autre. Nous ne pourrions pas effectuer le travail au sein de toutes les communautés en même temps. Plus nous connaissons les besoins des communautés, plus nous serons en mesure d'ajuster la formule et l'offre de services en conséquence. Il nous importe de bien véhiculer l'information. Nous ne désirons pas remplacer qui que ce soit, mais plutôt mettre à profit notre expertise. Ce sera aux gens de décider.

Patrick invite les questions des participants. Il demande si le centre d'expertise envisage d'impliquer des promoteurs. Il parle des promoteurs au sein des communautés, et des initiatives au sein de la SCHL. Est-ce prévu d'inclure les gens intéressés à devenir promoteurs, afin de prévoir de nouvelles unités de logement ? C'est une autre option qui enlève un poids aux conseils de bande. Est-ce prévu dans votre plan de développement ?

**Frédéric Martel (CDEPNQL) :** Il est certain que cela fera partie des solutions proposées, que nous allons mettre de l'avant. Avec Martin et la SÉDAC, nous travaillons à en faire la promotion, puis accompagner les éventuels promoteurs intéressés.

**Martin Légaré (SÉDAC) :** Pour compléter ce que Frédéric a mentionné et en complément à la présentation de Steve, ce que nous désirons instaurer est un continuum de solutions à l'habitation. Les promoteurs font partie de ces solutions. Certaines communautés sont prêtes à la mise en œuvre. En « cognant à la porte » de la CDEPNQL, ils travaillent déjà en collaboration avec nous, et ils vous indiqueront la marche à suivre pour accéder à du financement.

Patrick reprend la parole et demande s'il y a d'autres questions et commentaires. Tanu donne la parole à Suzie Nepton.

**Suzie Nepton (CSSSPNQL) :** C'est un commentaire. Je pense que cette initiative est un grand besoin, et cet enjeu de financement est important. Nous allons continuer à parler de votre initiative. Dans certaines communautés, nous retrouvons des enjeux de gestion financière, de développement des capacités et des compétences. Ce pourrait être applicable ailleurs. Je n'hésiterai pas à en parler autour de moi.

**Steve Laveau (CDEPNQL) :** Merci ! Dans certains cas, nous sommes d'avis que des gens ont les moyens de s'acheter une propriété, moyennant un peu d'accompagnement et de sensibilisation. Dans le sondage que j'avais acheminé, les gens souhaitent en savoir davantage concernant la littéracie financière. Nous savons qu'à travers la population des communautés, des gens ont sûrement les moyens d'avoir accès à la propriété, moyennant un peu d'accompagnement. Cela est possible pour plus de gens qu'on pense.

**Suzie Nepton (CSSSPNQL) :** Merci et c'est une démarche qui permet aux communautés de travailler avec leur population pour développer cette littéracie financière. Je trouve cela intéressant. Merci beaucoup !

Tanu résume les propos échangés et souligne l'importance d'être sensibilisé au niveau personnel. Une réflexion de coûts, de capacités et de nouveaux propriétaires au sein des communautés. Je crois qu'il existe des opportunités. J'en ai déjà discuté avec Steve, et nous sommes ouverts pour qualifier et certifier les ateliers à venir. À titre d'exemple, le Lac-Simon demande à tous ses nouveaux propriétaires de suivre une formation de 25 heures en littéracie financière, pour gérer leur maison et leurs finances.

**Steve Laveau (CDEPNQL) :** Nous voulons mettre en place des ateliers afin que les gens en apprennent un peu plus. Il s'agit de faire le point où nous sommes rendus en rapport avec notre mandat original, sur la façon dont le tout a évolué et sur les prochaines étapes.

Un mot sur les constructions : il est certain que cela affecte tout le monde. Dans l'immobilier, les villes et les municipalités connaîtront sans doute un ralentissement. Ce que nous voulons faire, c'est un travail de longue haleine qui consiste à jeter les bases d'une prise en charge, pour les gens qui voudront se projeter dans cinq ans ou plus, afin d'atteindre leurs objectifs. C'est une projection dans le temps. Il ne faut pas s'attarder sur les embuches diverses à court terme, mais nous voulons préparer les gens et les communautés à des opportunités futures.

Tanu et Patrick remercient les présentateurs, en soulignant la nécessité de telles initiatives, et le mouvement qui s'annonce dans le secteur de l'habitation pour les années à venir. Il mentionne que les présentations PowerPoint seront partagées sur WorkPlace, au bénéfice

des membres. Ils mentionnent que pendant la pause, de courtes vidéos promotionnelles seront présentées, au regard d'enjeux du collectif.

Ils soulignent les vidéos promotionnelles qu'ils diffuseront durant la pause, et le travail accompli depuis les deux dernières années. Il s'agit de valoriser les expertises à l'échelle locale et de partager ces expertises avec les autres communautés. Nous prendrons une pause de 15 minutes. Bon visionnement !

### **10H58 : PAUSE**

### **11H15 : LA RENCONTRE REPREND**

Tanu parle des vidéos présentés durant la pause sur des gens formés à Gesgapegiag et Kahnawake (projet formation charpenterie-menuiserie). Patrick et Tanu parlent des cohortes qui ont complété leur parcours en gestion de l'habitation durant la Covid, période non évidente. Une 7<sup>e</sup> cohorte devrait débiter vers le 20 novembre.

Tanu parle d'une formation sur la gestion des actifs.

Stéphanie Légaré fait le survol de cette formation donnée du 12 avril au 12 mai et souligne que tout s'est bien déroulé.

Tanu souligne l'importance d'adapter les formations qui sont données ailleurs dans le milieu au Canada, et de les adapter à nos réalités au Québec.

Il annonce que les dates sont arrêtées concernant la prochaine rencontre régionale qui aura lieu en présentiel, les 27 et 28 septembre, avec la communauté de pratique les 29 et 30 septembre; l'hôtel est donc réservé pour une rencontre en présentiel.

Patrick parle du financement en construction pour composer avec la question des systèmes de radon, et des obligations à cet égard. Des webinaires seront disponibles en français et en anglais le 8 juin, pour la construction et les systèmes de radon. D'autres webinaires sont prévus à l'avenir.

De plus, la mention est faite concernant un programme d'études semi-spécialisées, qui est en préparation avec monsieur Jean Dumont, du Grand-Conseil de la Nation Waban-Aki.

Bientôt, des webinaires seront disponibles concernant les consultations qui ont eu lieu auprès des communautés.

Puis, Patrick invite André Dansereau, Caroline Girard et Pierre Bélanger à faire leur présentation sur l'initiative de logement.

**INITIATIVE DE LOGEMENT 2021-2024 ET BUDGET FÉDÉRAL 2022**

**SERVICES AUX AUTOCHTONES CANADA ET RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET AFFAIRES DU NORD CANADA**

**ANDRÉ DANSEREAU, CONSEILLER PRINCIPAL (SAC), CAROLINE GIRARD, GESTIONNAIRE DE L'ÉQUIPE DE MISE EN ŒUVRE (RCAAN), PIERRE BÉLANGER (SCHL)**

André Dansereau, Caroline Girard et Pierre Bélanger se présentent. Caroline Girard est gestionnaire de l'équipe de mise en œuvre Québec pour le secteur de mise en œuvre, à Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord. Elle œuvre principalement pour les communautés conventionnées.

Pierre Bélanger quant à lui est gestionnaire régional, solution client et opérations pour le Québec et l'Atlantique. Il introduit son équipe aussi présente qui comprend Ina Wielinga, Karine Prévost, Jean-François Samuel, François Lachance et François Sauvageau.

André Dansereau prend ensuite la parole.

**André Dansereau (SAC) :** Il précise qu'il agit à titre de conseiller principal aux Autochtones pour la région du Québec à SAC et présente sa collègue, Nathalie Spénard. Sa présentation sert à faire le point de la situation actuelle et de faire état de nouvelles informations (budget 2022, les initiatives en logement 2021-2024, les relations Couronne-Autochtones, et la SCHL) et ce qui est à venir. Il souligne que le financement se présente davantage comme récurrent à compter de l'année 2022. Chez SAC (communautés non conventionnées), le budget est de l'ordre de 2.4 G\$. Une équipe travaille actuellement à la formule d'allocation du financement. Les détails seront à suivre. Des stratégies sont en préparation quant aux appels de propositions.

Il mentionne le montant de 565 M\$ concernant Relations Couronne-Autochtones. Caroline Girard y reviendra. Puis, une rétrospective suit sur l'Initiative logement et les appels de propositions 2021-2024 (650 projets, dont 23 communautés non conventionnées ayant participé, et 7 organisations de Premières Nations). Toutes les informations ont été déposées sur le site de la Communauté de pratique.

Les 5 volets de l'initiative couvrent les secteurs de la construction (25,3 M\$), la rénovation (9,2 M\$), la viabilisation de lots (11,2 M\$), le renforcement des capacités (9,9 M\$) et l'innovation (1,2 M\$). Des 650 projets de départ, 13 sont en attente (volet construction).

Il termine et cède la parole à Caroline Girard.

**Caroline Girard (RCAANC / CIRNAC)** : Elle explique le processus collaboratif mis en place pour déterminer la méthodologie d'allocation des fonds en logement (populations criée et naskapie) et des facteurs pris en compte dans le cadre d'initiatives en logement pour les cinq prochaines années.

**Pierre Bélanger (SCHL)** : Il présente les initiatives et budgets 2022 à la SCHL. Il fait état des unités de logement construites et celles à venir. Il fait état d'une 4<sup>e</sup> stratégie destinée au milieu urbain et au Nord (300 M\$ sur 5 ans). Une autre initiative *Fonds national de co-investissement* sert à devancer un financement de l'ordre de 2,9 G\$ à l'échelle du pays, afin d'augmenter les contributions de la SCHL. En ce qui a trait aux maisons d'hébergements et de transitions, une somme de 724 M\$ sur 5 ans est planifiée. Il invite les participants à initier des démarches de projets et de communiquer avec la SCHL, les demandes à produire doivent être acheminées via le portail (initiative nouvelle de cette année).

Pierre mentionne la possibilité de cumuler le financement en provenance des différents programmes, soit les programmes de SCHL, de SAC, et de RCAANC afin de mettre de l'avant des projets. Il termine sa présentation.

Des questions ? Commentaires ? Suggestions ?

**Darlene Chevrier (Timiskaming)** : Vous avez parlé des services aux lots. Y a-t-il des fonds pour l'arpentage des lots ?

**Pierre Bélanger (SCHL)** : Nous n'avons pas de financement pour cet élément. Est-ce qu'il y aurait des possibilités du côté de SAC ?

**André Dansereau (SAC)** : Pour l'arpentage, vous pouvez nous envoyer votre projet. Il y a du financement sous Logement et initiatives, étant donné que nous avons déjà financé des projets de ce type.

**Darlene (Timiskaming)** : C'est très bien alors. Je vous acheminerai mon projet, parce que la confusion règne au regard de nos lots. Est-ce que ce financement est destiné aux nouveaux lots ou aux lots existants ?

**André Dansereau (SAC)** : Les lots existants sont admissibles.

**Darlene (Timiskaming)** : Je vous remercie !



D'autres questions ?

**[Participant non identifié (?)] (?) :** Concernant le financement de SAC (appels de propositions) et RCAANC, l'allocation de ces formes de financement semble découler de formules de financement. Quelle est la différence entre ces deux façons de financer les communautés ?

**Caroline Girard (RCAANC / CIRNAC) :** L'objectif pour RCAANC consiste à promouvoir l'autonomie gouvernementale. Ainsi, les communautés déterminent leurs propres priorités et projets. Il est plus simple de déterminer une allocation la première année et la suite. Le financement est aussi attribué sur la durée de vie de la construction.

**André Dansereau (SAC) :** Avec le budget 2021, une nouvelle façon de travailler avec les communautés conventionnées (qui ne relèvent plus de SAC) s'est amorcée. Historiquement, SAC fonctionnait avec des initiatives ponctuelles sur 2 ans, chose qui a changé depuis 2016. Maintenant, nous pouvons penser à des projets sur 5 ans. Nous voulons davantage gérer par planification, et pour cela, la récurrence est nécessaire. Nous nous pencherons davantage là-dessus à l'avenir.

**Suzie Nepton :** Merci !

**Romy Kistabish (Abitibiwinni) :** Est-ce que l'enregistrement de la rencontre est disponible ?

**Tanu Lusignant :** Nous aurons une version pour la rédaction du compte-rendu. Nous pourrons faire un découpage édité ; nous avons ces options disponibles.

**Guy Latouche (APNQL) :** Absolument ! Un rapport de la rencontre (compte-rendu) sera rédigé par madame Linda Sioui et disponible en français et en anglais. Le tout sera diffusé parmi toutes les communautés, et sera disponible sur le site internet de l'APNQL également.

**Romy Kistabish (Abitibiwinni) :** Martine a manqué la partie portant sur le budget. J'ai pris des notes, mais je désire compléter. J'ai tenté de prendre des photos avec mon cellulaire.

**André Dansereau (SAC) :** C'est bien Romy et bienvenue dans le domaine de l'habitation ! Notre présentation PowerPoint sera disponible, et si vous avez d'autres questions, n'hésitez pas à nous contacter.

**Ryan Montour (Kahnawake) :** Ma question porte sur les rénovations. La première question que je me pose est la suivante : s'agit-il du programme PAREL dont nous parlons ? Et je vois qu'il est maintenant fermé. Avec l'allocation du nouveau budget, le programme PAREL sera-t-il amélioré pour toutes les communautés à travers le Québec, à l'échelle régionale ?

**Pierre Bélanger (SCHL) :** Je pense que vous parlez de deux choses différentes. La SCHL dispose maintenant d'un budget relativement faible pour la rénovation, et nous offrons le PAREL, mais il y a aussi deux autres programmes que nous offrons spécifiquement. Nous les appelons les programmes de la Stratégie nationale sur le logement. Nous les offrons depuis environ quatre ans maintenant. Je pense que vous faites référence à SAC et aux rénovations, et ce n'est pas le même programme, alors je vais laisser André répondre à cette question, mais c'est différent de ce que la SCHL offre.

**André Dansereau (SAC) :** Le financement de la rénovation est fermé depuis janvier 2022. Il sera fermé pour l'initiative 2021-2024. Pour le budget d'avril, nous n'avons pas encore de détails. Nous travaillons actuellement sur une stratégie régionale, et il y a de fortes chances que les rénovations reviennent sous une forme ou une autre.

**Ryan Montour (Kahnawake) :** Je me demandais si une augmentation du financement serait envisagée ?

**André Dansereau (SAC) :** Les propositions sont un moyen de le faire, mais nous examinerons d'autres possibilités.

**Ryan Montour (Kahnawake) :** Merci ! Quant à l'Initiative pour la création rapide de logements, on nous a refusé le financement.

**Pierre Bélanger (SCHL) :** Nous attendons toujours les critères pour la troisième phase. Nous n'avons pas encore tous les détails. Dès que nous les aurons, nous vous en informerons. En fonction de vos besoins en matière de rénovations, vous pouvez également parler à un spécialiste de la SCHL. Nous parlons aussi de rénovations et nous nous rendons compte que les besoins sont énormes.

**Ryan Montour (Kahnawake) :** Devons-nous soumettre une nouvelle proposition dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements ?

**Pierre Bélanger (SCHL) :** Nous ne le savons pas encore. Les coûts continuent d'augmenter. Une mise à jour serait nécessaire très probablement, mais nous n'avons pas encore l'information.

**Ryan Montour (Kahnawake) :** Merci beaucoup !

D'autres questions, commentaires ?

**Patrick Robertson :** Je comprends qu'il n'y a pas de période pour soumettre des projets à SAC ?

**André Dansereau (SAC) :** Nous avons seulement la date butoir de fin août. Les communautés n'ont qu'à retourner sur le site et appliquer sans problème. Pour la disponibilité financière, nous nous gardons une petite réserve afin de pouvoir répondre aux besoins au cours de l'année.

Patrick Robertson et Tanu Lusignan remercient les présentateurs et font un résumé sur la situation du financement. Patrick mentionne l'importance de la Communauté de pratique, de la disponibilité du compte-rendu dans les deux langues.

#### **RÉCAPITULATION ET PROCHAINES ÉTAPES**

Tanu parle de la rencontre en présentiel en septembre à l'Hôtel DoubleTree, en plus de souligner la graduation de la nouvelle cohorte à ce moment.

Patrick remercie les présentateurs, les participants, les techniciens, les partenaires et tous ceux impliqués au dossier.

**LA RENCONTRE SE TERMINE À 12H20.**

\*\*\*\*\*

## Annexe 1

### Liste des présences

#### **Présents :**

Andrée Dansereau, SAC  
Anissa Riverin, Ekuanitshit  
Areti Malliarou, Kahnawake  
Bert Hester Cree Nation Government  
Caroline Girard, RCAANC  
Charmaine Caldwell, Akwesasne  
Chelsea Polson, Long Point First Nation  
Cheryl Gabriel, Kanesatake  
Chief Ryan Jacobs, Akwesasne  
Christopher Connelly-Vincent, nation huronne-wendat  
Christine Stevens, Kitigan Zibi  
Claudine Gros-Louis, nation huronne-wendat  
Councillor Gordon ...  
Daisy Bellefleur, Mamit Innuat  
Daniel Sioui, nation huronne-wendat  
Darlene Chevrier, Timiskaming  
Diane Gabriel, Conseil scolaire  
Élise Wapistan, Nutashkuan  
François Lachance, SCHL  
François Sauvageau, SCHL?  
Frédéric Martel, CDEPNQL  
Ghislain Picard, chef régional, APNQL  
Guillaume Gingras (SÉDAC)  
Guy Latouche, APNQL  
Jean Dumont, Grand conseil Waban-Aki  
Jean-François Samuel, SCHL  
Jerome ??  
Jody Mitchell, Listuguj  
Joël Gagnon, Mamuitun  
Judith Buckell, Mashteuiatsh  
Julie Di Marco ???  
Karine Prévost, SAC  
Kathleen Jerome, Long Point First Nation

Martin Légaré, SCHL

Martine Bruneau, Abitibiwinni,

Nathalie Spénard, SAC

OG ??

Pamela Stubbert Mullen, Mamit Innuat

Patrick Robertson, Mashteuiatsh et CoPH

Pierre Bélanger, SCHL

Ramelia Chamichian, Conseil scolaire

Robin St-Onge, Mamuitun

Romy Kistabish, Abitibiwinni

Ryan Montour, Kahnawake

Stéphanie Légaré, Conseil scolaire

Suzie Nepton, CSSSPNQL,

Tanu Lusignan, Conseil scolaire

Tanya Mackenzie, Kebaowek

Terry Babin, Lac Simon